LA REVISION DES COMPTES

EXPLICATIONS ET EXEMPLES

La saisie des pièces justificatives est terminée. Il faut maintenant **réviser les comptes**. Loin de se contenter de saisir les opérations d'inventaire avant d'élaborer les comptes annuels, le comptable doit encore **effectuer toutes les opérations de pointage, vérification, justification des comptes**.

Le **but** de la révision des comptes est d'**obtenir des comptes fiables**.

I- Deux méthodes possibles

- la **révision par compte ou dans l'ordre de la balance** qui est la méthode française traditionnelle ;
- la **révision par cycles** qui nous vient des pays anglo-saxons.

La révision par comptes ou dans l'ordre de la balance :

Lorsque la révision des comptes se fait dans l'ordre de la balance, l'analyse se fait compte par compte. Tous les comptes sont ainsi passés en revue, de la classe 1 à la classe 7 et ce, l'un après l'autre.

L'inconvénient de cette méthode est l'**absence de réflexion sur les risques potentiels**. Chaque compte bénéficie souvent du même budget temps, au détriment des comptes dont l'impact est considéré comme significatif et qui nécessiteraient peut être des contrôles plus approfondis.

La révision des comptes par cycles pour cibler les risques :

Analyser les comptes par cycles consiste à **analyser simultanément un certain nombre de comptes liés entre eux**, sans tenir compte du fait qu'ils se trouvent au bilan ou au compte de résultat. L'intérêt de les analyser ensemble réside dans le fait que les opérations se trouvent souvent sur le(s) même(s) document(s).

A l'aide du tableau d'amortissement des emprunts, on analysera ainsi ensemble, les comptes d'emprunts (compte 16) et les frais financiers (compte 661).

C'est cette méthode qui ressort du **dossier de travail de l'ordre des experts-comptables**. Ce dossier propose par exemple les cycles suivants (liste non exhaustive) et y associe un certain nombre de comptes :

- **cycle Trésorerie/ Financement ;**
- **cycle des immobilisations ;**
- cycle capitaux propres ;
- **cycle achats/fournisseurs ;**
- **cycle ventes/clients ;**
- **cycle personnel ;**
- **cycle Etat ou impôts et taxes ;**
- **cycle Stocks et en-cours.**

Produire des comptes fiables signifie produire des comptes réguliers, sincères et qui donnent une image fidèle. C'est en principe l'objectif du réviseur qui travaille à la **révision des comptes**.

Dans le cadre de ses travaux, il va vérifier un certain nombre d'assertions (exhaustivité, existence, propriété, réalité...). Ces travaux vont lui permettre de **repérer erreurs et anomalies**.

II- Révision des comptes : les différents contrôles effectués avant le bilan

Réviser les comptes, c'est effectuer un certain nombre de contrôles. Ces contrôles sont réguliers. Ils sont effectués au moins une fois par an, au moment de la clôture des comptes.

La **revue analytique** consiste à comparer les comptes d'un exercice à l'autre afin de repérer les anomalies significatives. Elle permet de repérer les évolutions anormales entre deux exercices et d'orienter les contrôles.

Exemples

**Le chiffre d'affaires est enregistré en ventes de marchandises en N-1 et en prestations de services en N ;
Les achats de matières premières ont été multipliés par trois pour un chiffre d'affaires similaire.**

L'**observation physique** permet de vérifier l'existence des stocks et du matériel par exemple. Les stocks sont ainsi contrôlés au moins une fois par an, au moment de l'inventaire annuel. L'existence des immobilisations entièrement amorties dans l'entreprise doit également faire l'objet d'une vérification.

Les **rapprochements et recoupements** avec les pièces justificatives internes ou externes permettent de contrôler la cohérence des enregistrements comptables. En cas de différence entre une facture et son règlement supposé, on peut ainsi vérifier l'enregistrement comptable en contrôlant la facture.

La **confirmation directe** permet d'obtenir des tiers un extrait du grand livre. Ce type de contrôle peut s'appliquer aux clients et fournisseurs notamment et permet de vérifier l'exhaustivité des enregistrements, l'existence de lettres de changes non échues. Le but est de réconcilier le solde comptable de l'entreprise avec le solde comptable du tiers concerné.

Les **entretiens** avec la direction permettent d'obtenir des renseignements sur la société au début de la mission, d'obtenir les informations manquantes ou de poser des questions sur les anomalies significatives identifiées. Ces entretiens seront généralement documentés dans le dossier de travail.

III- L'intérêt des différents contrôles pour le bilan

Ces différents types de contrôles permettront d'alimenter le **dossier de révision** et de recueillir tous les éléments de preuve nécessaires. Il s'agit de justifier les soldes des comptes et par extension, les comptes annuels. Il s'agit aussi de repérer les erreurs et les anomalies.

Les différentes techniques seront choisies en tenant compte :

1- du seuil de signification :

Le seuil de signification permet notamment de cibler les éléments qui posent réellement problème et donc d'orienter les travaux de révision.

Qu'est-ce que le seuil de signification ?

Le **seuil de signification** est le :

- montant au-delà duquel les décisions économiques ou le jugement fondé sur les comptes sont susceptibles d'être influencés.
- Il est défini par la norme professionnelle NP 2400 relative à la mission d'examen limité.

- Le plan comptable général y fait expressément référence lorsqu'il parle du principe d'importance significative qui doit guider la rédaction de l'annexe des comptes annuels.

Comment déterminer le seuil de signification ?

Le seuil de signification, lorsqu'il est utilisé au sein du cabinet, est en principe défini par l'expert-comptable, dossier par dossier. Il peut aussi être défini pour tout le cabinet afin de stopper les travaux lorsque ceux-ci sont considérés comme peu importants et risquent d'impacter la rentabilité du cabinet ou les honoraires du client (par exemple : interdiction de passer des écritures d'inventaire en-dessous de 15€).

Le seuil de signification peut être déterminé en fonction :

- du **résultat courant** ;
- du **chiffre d'affaires** (1% par exemple) ;
- du **résultat net** (10% par exemple) ;
- des **capitaux propres** (5%) ;
- de l'**endettement net**.

La structure des comptes, le secteur d'activité, l'identité des actionnaires, la présence ou non de risques potentiels, les informations importantes pour le destinataire des comptes influencent la détermination du **seuil de signification**.

- 2- **du contrôle interne ;**
- 3- **des risques éventuels ;**
- 4- **de la nature des éléments à contrôler.**

Les meilleures preuves sont celles qui sont écrites et apportées par des tiers.
--

IV- Les Exemples

Exemple 1 : Rapprochement DSN et comptabilité ou contrôle DSN

Le rapprochement entre la comptabilité et les déclarations sociales est nécessaire pour faire ressortir les erreurs de comptabilisation ou détecter les modifications effectuées après comptabilisation ou importation des écritures.

Les fiches de paie sont établies et les écritures comptables, saisies ou importées du logiciel de paie. Quelques jours plus tard, on s'aperçoit d'un oubli (un salarié est manquant, une prime a été oubliée) et les fiches de paie sont modifiées mais pas la comptabilité.

Le **contrôle DSN** ou le **rapprochement entre la DSN** et la comptabilité permettront de faire ressortir ces anomalies.

Faciliter le rapprochement DSN et comptabilité : utiliser des sous-comptes adaptés

Certaines **rémunérations sont soumises à cotisations sociales**, d'autres sont totalement **exonérées**. De la même manière, des éléments peuvent être soumis à l'impôt sur le revenu et/ou à la taxe sur les salaires, d'autres non.

Pour **faciliter les contrôles en fin d'exercice**, il suffit de **créer autant de sous-comptes** que de besoin pour faire ressortir ces éléments. Les éléments soumis à cotisations sociales et non soumis sont visibles dès la lecture de la balance ou du grand livre.

Exemple de subdivisions du compte 64 pour faciliter le contrôle DADS/DSN

On peut subdiviser le compte 6414 « Indemnités et avantages divers » en :

- **frais de transport, pour ceux qui n'utilisent pas le compte 625 ;**
- **avantage en nature soumis à cotisations sociales ;**
- **indemnités de ruptures exonérées de cotisations sociales ;**
- **indemnités de ruptures soumises à cotisations sociales.**

Avec cette méthode, la comptabilité fait directement apparaître les comptes qui entrent dans le total des rémunérations déclarées en DSN. Cela évite de longues et parfois fastidieuses recherches dans les comptes.

Rapprocher la comptabilité et la **DSN** signifie additionner tous les comptes 641 soumis à cotisations de sécurité sociale. Le total en comptabilité doit alors correspondre au total déclaré en DSN.

• Exemple de balance pour le contrôle DADS/DSN

L'entreprise est une SNC dont le gérant est au RSI. Elle a déclaré en DADS un total annuel de 184 464€. Ses comptes font apparaître les éléments suivants :

- **641100 Salaires bruts : 150 000€**
- **641110 Primes de précarité : 5 000€**
- **641120 Salaires apprenti 25% : 4 400€**
- **641210 Congés payés pris : 15 000€**
- **641220 Provision pour congés payés : 10 000€**
- **641410 Avantage en nature nourriture au minimum garanti : 11 000€**
- **641420 Indemnité de rupture conventionnelle non soumise : 800€**
- **641430 Indemnité de départ volontaire à la retraite soumise : 1 000€**
- **641440 Indemnité légale de licenciement : 1 200€**
- **641500 Rémunération du mandataire social : 45 000€**
- **641510 Charges sociales du mandataire social : 15 000€**

Les **charges sociales du dirigeant** ont été comptabilisées en fonction de leur **qualification juridique** et fiscale : un **complément de rémunération** à comptabiliser dans un compte 641 avec les autres rémunérations.

Il est bien évident que si la comptabilisation de ces rémunérations et charges sociales a été fait dans un compte 644 et un compte 646, le contrôle DADS/DSN n'est pas impacté.

Avec cet exemple, on obtient les totaux suivants :

Résultat du contrôle DADS/DSN	Montants
Total DADS	184464€
Total des comptes 641	258400€
Écart	73936€

L'écart se décompose ainsi :

Analyse de l'écart	Montants
Salaire de l'apprenti - forfait apprenti (4 400 - 2 464)	1936€
Indemnité de rupture conventionnelle	800€
Indemnité légale de licenciement	1200€
Provision pour congés payés, non déclarée en DADS/DSN	10000€
Rémunération du dirigeant, associé majoritaire	45000€
Charges sociales du dirigeant (complément de rémunération)	15000€
Écart	73936€

Ces sommes n'étant **pas soumises à cotisations sociales** au régime général, **l'écart est normal**. Cet exemple montre l'intérêt d'avoir des comptes suffisamment détaillés pour gagner du temps lors de ce contrôle et éviter de rechercher sur les fiches de paie, les éléments non soumis à cotisations sociales.

Exemple 2 : Contrôle des emprunts en fin d'exercice

Rapprocher les tableaux d'amortissement des emprunts et la comptabilité est un contrôle essentiel en fin d'exercice.

Quelles sont les **vérifications effectuées sur les emprunts** ?

L'objectif premier est de vérifier que le **solde des comptes 164xxx** correspond bien aux **sommes restantes à rembourser**.

Ensuite, il s'agira de vérifier l'endettement de l'entreprise et de vérifier que les dettes à moins d'un an ne sont pas trop importantes.

Ce découpage permettra de renseigner plus facilement la liasse fiscale lorsque son remplissage est partiellement manuel.

La comptabilisation des emprunts et dettes auprès des établissements de crédits se fait au débit du compte 164xxx en cours d'exercice dans de nombreuses entreprises et cabinets.

A la **fin de l'exercice**, le comptable **passé une écriture unique de régularisation** afin de faire ressortir :

- les **intérêts** de l'emprunt ;
- l'**assurance** de l'emprunt.

Cette écriture de régularisation évite, lorsque le relevé bancaire ne donne pas l'information, d'avoir à consulter chaque mois le tableau d'amortissement de l'emprunt.

Elle permet aussi de vérifier que le solde du compte 164xxx correspond bien au capital restant dû à la clôture de l'exercice.

Exemple

Une société emprunte 200 000€ au 1er janvier 2015. A la clôture de l'exercice 2016, le tableau d'amortissement de l'emprunt fait apparaître un capital restant dû de 129 331,77€.

Les remboursements mensuels s'élèvent à 3 450,28€.

Le total des intérêts réglés en cours d'année correspond à un montant de 5 211,84€ et le total de l'assurance, à un montant de 240€. Les remboursements s'effectuent le 30 du mois. Les intérêts courus ont été considérés comme non significatifs et ne sont pas comptabilisés.

Tous les mois :

Numéro de compte		OD de fin d'exercice	Montant	
Débit	Crédit		Débit	Crédit
164XXX		Annuité d'emprunt	3450.28€	
	512	Annuité d'emprunt		3450.28€

A la fin de l'année :

Numéro de compte		OD de fin d'exercice	Montant	
Débit	Crédit		Débit	Crédit
661600		Intérêts de l'emprunt XX	5211,84€	
616xxx		Assurance de l'emprunt XX	240,00€	
	164xxx	Intérêts et assurance emprunt XX		5451,84€

Du contrôle des emprunts à la liasse fiscale

Lorsque les entreprises sont au régime réel normal, **certaines informations complémentaires** doivent **figurer dans les annexes 2050 et suivantes**. Ces informations sont :

- le montant des remboursements de l'exercice ;
- le montant des nouveaux emprunts contractés ;
- la fraction à moins d'un an, plus d'un an et plus de cinq ans des emprunts en cours.

Réaliser ce tableau en même temps que la révision des comptes liés aux emprunts permet de rajouter rapidement ces informations sans avoir à consulter une fois de plus, le tableau d'amortissement de l'emprunt.

Exemple 3 : Contrôle de la TVA

Le contrôle de TVA est important : il permet de faire ressortir des anomalies dans une comptabilité ou une insuffisance éventuelle de déclaration.

Pourquoi faire un contrôle de TVA ?

L'objectif du contrôle de TVA est à la fois de faire ressortir les anomalies et de vérifier que ce contrôle est possible à partir de la comptabilité.

De nombreux contrôles fiscaux sont déclenchés parce que l'administration fiscale n'est pas en mesure de vérifier la TVA à partir des différentes déclarations.

En plus, ce contrôle permet de faire ressortir certaines **erreurs grossières** comme :

- l'utilisation d'un mauvais compte ;
- les erreurs de taux de TVA ;
- les inversions : on a comptabilisé le montant hors taxes en TVA ;
- ou des éléments qui n'auraient pas été soumis à TVA alors qu'ils entrent dans l'assiette de la TVA : le transport refacturé lorsque les conditions pour le qualifier de débours ne sont pas remplies.

Comment faire un contrôle de TVA ?

Le **contrôle de TVA** peut s'effectuer simplement de deux manières : vérifier les cumuls dans les comptes de ventes et de TVA, et vérifier le solde des comptes de TVA après comptabilisation de toutes les déclarations.

Vérifier les sommes inscrites dans les journaux de vente : base * taux de TVA

Pour faire son **contrôle de TVA**, le premier réflexe à avoir est de **prendre la base** et la **multiplier par le taux** applicable.

Mais ce contrôle n'est pas suffisant puisqu'il permet seulement de vérifier le total de la TVA comptabilisée en compte 4457.

Pour vérifier ces cumuls annuels, il suffira d'ouvrir le ou les comptes de TVA, de classer les opérations par journal de vente et de vérifier le cumul donné par le logiciel.

Sur le papier, avec une impression du grand livre, il faudra prendre le solde créditeur et déduire :

- les avoirs (prendre le solde débiteur - les déclarations de TVA - les a-nouveaux débiteurs éventuels) ;
- les a-nouveaux créditeurs.

Cela permettra, là encore, de retrouver la TVA comptabilisée au cours de l'exercice.

En cas de différence entre les sommes calculées et les sommes comptabilisées, il faudra retrouver les erreurs. Exporter les écritures du journal de vente sur excel peut être une solution. On peut alors rajouter une colonne pour le calcul de la TVA à partir du montant hors taxes et une autre colonne pour faire apparaître les différences.

Enfin, la TVA ainsi calculée par la formule base * taux, est celle qui doit figurer sur la liasse fiscale dans la case TVA collectée.

Exemple : Contrôle de la TVA Collectée

Une entreprise vend des marchandises au taux de 20%. Son chiffre d'affaires annuel est de 1 137 000€.

Au moment des contrôles de fin d'année, le réviseur s'aperçoit qu'il manque les factures

- **numéro 41 pour 2 000€ HT ;**
- **numéro 60 pour 3 500€ HT ;**
- **numéro 150 pour 1 500€ HT.**

Le solde des comptes de TVA fait apparaître la somme de 1 900€ au crédit.

Au 31 décembre de l'année précédente, le solde créditeur s'élevait à 500€

Les déclarations de TVA font apparaître les montants suivants :

Mois	Montant
Janvier	22 400€
Février	15 000€
Mars	18 500€
Avril	9 000€
Mai	5 000€
Juin	5 500€
Juillet	Tolérance congés payés
Août	19 000€
Septembre	16 000€
Octobre	18 000€
Novembre	17 000€
Décembre	82 000€
Total	227 400€

Étape 1 : Différence entre la TVA déclarée et la TVA de l'exercice

TVA déclarée au cours de l'exercice : 227 400€

TVA de l'exercice : 228 800€

Différence : 1 400€

Étape 2 : Différence entre le solde théorique et le solde réel des comptes 4457

Solde du compte de TVA : 1 900€

Différence à expliquer : 500€

Étape 3 : Explication de la différence

1 400€ proviennent des factures manquantes

500€ proviennent des a-nouveaux non régularisés.

Total à rajouter sur la prochaine déclaration de TVA : 1 900€

Montant HT à déclarer rapidement : 9 500€

Exemple 4 : Contrôle des stocks

Les stocks présentent des risques parce qu'ils peuvent être vus comme une variable d'ajustement du résultat. Leur contrôle est important.

L'**inventaire annuel obligatoire** est effectué à la **clôture de l'exercice** ou à une date suffisamment proche pour pouvoir retrouver le stock de fin d'exercice avec quelques **retraitements mineurs**. Pour les stocks, il s'agit de les évaluer avec le plus de précision possible.

Les **stocks** font aussi partie des éléments qui feront l'objet d'un **contrôle particulier**. Ce **poste** est en effet assez **aisément manipulable**.

Son but : **vérifier que la comptabilité correspond bien à la réalité et la corriger si besoin**. Les éléments peuvent être manquants ou abîmés. Compter les quantités en stocks **permettra d'avoir une idée précise de la réalité**.

Comprendre les risques liés aux stocks pour orienter les travaux de contrôle sur les stocks

Que ce soit pour **enjoliver le bilan, masquer un détournement ou échapper à l'impôt**, les **stocks** font partie des **postes à risques**. Pourquoi ? Parce qu'ils **impactent la marge** et sont **parfois utilisés** pour **masquer les problèmes** ou **diminuer le résultat** et **donc l'impôt**.

Certaines entreprises **manipulent** alors la **valeur des biens stockés** à leur avantage ou les quantités en stock pour obtenir une variation de stock qui correspond à leurs besoins.

La **fraude** est d'autant plus difficile à détecter qu'elle est décidée au plus haut niveau de la hiérarchie et **réalisée après le passage des auditeurs**.

La **cohérence de la marge** est donc **très importante**. Quelques **exemples** de manipulations :

- une **augmentation brutale de la marge** peut indiquer une **surévaluation des stocks**, tout comme cette hausse peut servir à **dissimuler une baisse anormale de la marge** ;
- les stocks sont aussi un moyen de **jouer sur le résultat**. On oublie des palettes, des aires de stockage, les dernières livraisons ;
- **écouler les stocks vers les réseaux de distribution** en fin d'exercice et **comptabiliser des retours en début d'exercice** suivant, au passage, les complices touchent des commissions sur des ventes fictives ;
- **modifier la méthode d'évaluation** (passer du coût unitaire moyen pondéré au premier entré premier sorti par exemple) pour **impacter** directement le **résultat** de l'exercice.
- Le **contrôle des stocks** a pour but de permettre la **détection des erreurs et des fraudes**.

Des contrôles sur les stocks courants et orientés vers les risques

Les **contrôles sur les stocks** seront généralement **orientés vers** :

- **l'existence des quantités comptabilisées ;**
- **l'évaluation à la clôture ;**
- **le bien-fondé des provisions et l'absence de surévaluation.**

Vérifier les quantités en stocks

Seuls les biens que l'entreprise contrôle peuvent figurer dans les stocks. En présence d'un **état récapitulatif, signé par le client**, il s'agira parfois simplement de vérifier les additions effectuées pour aboutir à la somme totale. La lettre de mission de l'expert-comptable précisera généralement que c'est au client de fournir les informations relatives aux quantités en stocks. C'est souvent le cas dans les TPE.

En cas d'**enjeux plus importants**, la **présence** d'un collaborateur ou un nouveau comptage d'une partie des biens sera effectuée.

Vérifier la méthode d'évaluation des stocks

La **méthode utilisée pour évaluer les stocks** doit en **principe être la même d'un exercice à l'autre**. En cas de changement de méthode, il faudra le justifier et fournir des comptes dits pro format afin de **montrer l'impact du changement** sur plusieurs exercices.

Contrôler l'évaluation consiste aussi à **vérifier, par sondage, que les prix retenus** sont ceux qui figurent sur les **factures** et que les **escomptes de règlement ont bien été déduits**.

Vérifier le respect du principe de séparation des exercices

Les **derniers achats et les dernières ventes** ont-ils été pris en compte dans les stocks ? A-t-on **tenu compte de retours éventuels** ? Les **en-cours sont-ils cohérents** avec la facturation de l'exercice suivant ?

Sans ces derniers éléments, les stocks seraient souvent sous-évalués.

Vérifier les dépréciations des stocks et en-cours

Une **dépréciation** est un élément très subjectif. Tous les éléments dont la **valeur actuelle est inférieure à la valeur d'origine** seront vérifiés et feront l'objet d'une dépréciation.